

MEIR SHEETRIT

Membre de la Knesset israélienne

Je voudrais parler de ce dont j'ai parlé lors d'une des sessions. Cela concerne ce que je pense être la véritable solution pour la paix au Moyen-Orient entre les Israéliens et les Palestiniens. Je ne parle pas de la paix dans l'ensemble du Moyen-Orient, Je parle des Palestiniens en Israël, car cette situation a été utilisée comme excuse par la plupart des pays arabes pour ne pas faire la paix avec Israël.

Vous connaissez sans doute tous l'histoire, pas l'histoire ancienne, mais récente : nous avons eu au moins deux occasions, durant la dernière décennie, au cours de laquelle les Premiers ministres d'Israël ont proposé d'accorder aux Palestiniens tout ce que ces derniers demandaient. Nous leur avons proposé tout le territoire de 1967, pas littéralement le même territoire mais il représente la même superficie, par échange de territoires. Nous leur avons proposé l'intégralité de la bande de Gaza et [inaudible] a même suggéré toute la ville de Jérusalem, sauf le Mur des Lamentations. Barak a proposé ceci à Arafat avec Clinton, et Barak a refusé de signer.

La deuxième fois, c'était lors des négociations entre le Premier ministre Olmert et Abu Mazen. Ils se sont mis d'accord sur tout, et Olmert a signé l'accord et donné le stylo à Abu Mazen en lui demandant de signer. Abu Mazen a demandé quelques jours de réflexion et n'est jamais revenu. Son excuse pour ne pas signer était qu'Olmert était à la fin de son mandat et que, peut-être, il ne pourrait pas appliquer l'accord. Cependant, d'après moi, qu'avait-il à perdre ? Je lui ai demandé. J'ai demandé personnellement à Abu Mazen : « Qu'aviez-vous à perdre ? Vous pouviez signer et vous engager avec un Premier ministre sur un arrangement donné. »

Posez-vous la question de pourquoi ils ne signent pas. Ils ont la possibilité d'établir un Etat palestinien qui est presque conforme à leur rêve. Pourquoi n'ont-ils pas signé ? Ma réponse est que, même dans cet arrangement, il y a quelque chose que tout dirigeant palestinien doit payer de son côté pour la paix et pour l'accord. Leur part du marché est de renoncer au droit qu'ils appellent le droit de retour. Le droit de retour signifie que les réfugiés palestiniens, selon leurs croyances, devraient retourner dans l'Etat d'Israël. Cela signifie la destruction de l'Etat d'Israël et personne ne croit que ce soit possible. Les dirigeants de l'Autorité palestinienne ne peuvent prendre cette décision, ils ne peuvent pas faire cette concession à Israël.

Par conséquent, je suis arrivé à la conclusion que la meilleure façon d'atteindre la paix est par l'Initiative arabe, ou ce qu'on appelle l'Initiative saoudienne. Elle est apparue en 2002, avant le désengagement de Gaza. A cette époque, j'étais ministre dans le cabinet de Sharon. J'ai suggéré à Ariel Sharon : « Laissez le désengagement de Gaza. L'Initiative saoudienne constitue maintenant une meilleure option. Suivons cette option. Nous pouvons tout changer ».

Je veux vous parler de cette initiative. Les Saoudiens ont mis au point une initiative qui est selon moi très courageuse et très sage. Elle dit à Israël : « Vous pouvez faire la paix avec les Palestiniens en revenant aux frontières de 1967 et en trouvant des solutions acceptables et justifiées à la situation des réfugiés palestiniens. Si vous pouvez faire cela, nous, les 57 pays musulmans, ferons la paix avec Israël, avec normalisation totale, et ça sera la fin du conflit entre Israël et les Arabes. »

Ils ont d'autres problèmes. Je ne veux pas m'y attarder, mais je veux me concentrer sur ces termes, pourquoi je considère qu'ils sont très sages et pourquoi c'est la meilleure façon d'atteindre la paix. Quand ils ont parlé en 2002 de revenir aux frontières de 1967, j'ai automatiquement et fortement soutenu cette initiative. J'ai essayé de convaincre Sharon, j'ai passé de nombreuses heures à essayer de le convaincre, mais j'ai échoué. J'ai essayé avec Olmert dans le cadre du Cabinet, comme j'étais aussi membre du Cabinet et du Cabinet de sécurité. J'ai soumis cette proposition au Cabinet et au Cabinet de sécurité, et j'ai échoué.

Encore une fois, avec Netanyahu, quand j'étais dans l'opposition, j'ai essayé de le convaincre, car nous étions amis, et j'ai échoué. Mon idée est de dire que parce que nous sommes dans cette situation, nous pourrions avoir une opportunité maintenant. A présent, l'idée consiste à revenir aux frontières de 1967 et j'ai dit en 2002 que je ne crois

pas qu'il y a un dirigeant arabe qui croit qu'Israël pourrait littéralement rétablir ces frontières. Cependant, nous pouvons échanger des terres.

Cette idée est apparue quand Kerry gérait les négociations entre Israël et les Palestiniens il y a quelques années. Le Comité de la Ligue arabe est venu le voir et ils étaient d'accord pour un échange de terres. Cela voulait dire qu'ils recevraient le même territoire, mais il y a 4 ou 5 % que nous gardons en raison d'une grosse colonie que nous ne pouvons déplacer. En échange, nous leur donnerions une portion de nos terres, la même quantité.

Si c'est la situation, elle s'est réalisée. A Monaco, j'ai parlé à Turki Al-Faisal, quand il était à la conférence. Je lui ai posé une question : « Est-ce que l'Arabie saoudite va soutenir les Palestiniens pour arriver à la décision de renoncer au droit de retour ? » Pourquoi ? Parce qu'ils le formulent comme « trouver une solution acceptable et justifiable pour les réfugiés palestiniens ». Qu'est-ce qu'on entend par acceptable ? Acceptable veut dire qu'Israël doit accepter.

Encore une fois, je ne parle pas de ce que je devine mais de ce que je sais. Il n'y a pas un dirigeant arabe qui croit qu'Israël sera d'accord pour ramener des réfugiés dans la ligne verte d'Israël. Par conséquent, ils parlent d'« une solution acceptable et justifiée », ce qui signifie que les Palestiniens qui veulent revenir vivre dans notre zone vivraient dans l'Etat Palestinien et recevraient une compensation. Maintenant, si je pousse ce raisonnement, je me pose la question suivante : si nous pouvons atteindre la paix et la pleine normalisation avec 57 pays musulmans, pourquoi ferions-nous la paix uniquement avec les Palestiniens ? Pour le même prix, nous pouvons avoir une paix bien plus large et changer le monde, donc il vaut mieux emprunter cette voie.

Deuxièmement, les Palestiniens en ont besoin plus que nous. De notre côté, nous pouvons prendre la décision. Il y a eu des Premiers ministres pour prendre la décision, incluant Olmert, Barak et Rabin. Du côté palestinien, aucun Premier ministre ou président palestinien ne peut prendre la décision de se retirer. Par conséquent, ils ont besoin de la Ligue arabe pour prendre cette décision. Nous avons donc besoin de l'Initiative arabe. C'est la seule façon de contourner le problème. C'est la raison pour laquelle les Palestiniens, les Egyptiens et les Jordaniens la soutiennent. J'ai encore deux arguments.

Le deuxième argument est que c'est la seule façon de garantir l'existence de la paix, car si nous établissons la paix avec les Etats Arabes, qui va la rompre ? Si vous faites la paix uniquement avec les Palestiniens, le jour suivant, un autre dirigeant arrivera pour jeter l'accord. Personne ne peut rompre la paix avec tous les Arabes. Troisièmement, l'Initiative de paix arabe signifie qu'on peut faire la paix avec tout le monde, et c'est la seule façon de ramener Gaza sous l'Autorité palestinienne, car ils ne peuvent rester seuls. S'ils restent seuls nous les considérons comme des ennemis.

Dernier point, et pas des moindres, si nous avons un tel accord, il sera beaucoup plus facile de le faire accepter à la société israélienne. Nous sommes une démocratie et tout doit être adopté à la majorité à la Knesset. Si nous avons un tel accord de paix, il passera facilement à la Knesset. Aujourd'hui, nous avons un gouvernement d'extrême droite et nous avons un paradoxe israélien que j'appelle les faucons de la paix et les colombes de la guerre. Cela veut dire que seuls les faucons peuvent obtenir la paix par consensus national en Israël. C'est pourquoi Begin a signé la paix avec l'Egypte et pourquoi Netanyahu était celui qui est sorti d'Hébron et a signé les Accords de Wye. S'ils ont raison et que nous prenons une décision, elle passera automatiquement par le public d'Israël et la Knesset.